

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ DE CONCESSION DE SERVICES N° 2025-01

CONCESSION DE SERVICES POUR LA GESTION D'UNE FOURRIERE VEHICULES

Date et heure limites de réception des offres :

LUNDI 07 AVRIL 2025 A 11:00

Mairie de Bouillargues
Parc Municipal
30230 BOUILLARGUES
Tél : 04 34 39 58 60

Sommaire

1. Objet de la consultation	3
2. Etendue des prestations à réaliser	3
2.1 Missions du délégataire	3
2.2 Principales caractéristiques du service	3
3. Déroulement de la procédure	4
3.2 Modification de détail au dossier de consultation.....	5
3.3 Délai de validité des offres	5
3.4 Dispositions relatives aux groupements	5
4. Contenu du dossier de consultation.....	6
5. Retrait du dossier de consultation	6
6. Présentation des plis.....	6
6.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :	7
6.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre	9
7. Jugement des candidatures et des offres	9
7.1 Critères d'appréciation des candidatures	9
7.2 Critères d'appréciation des offres	9
8. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	10
8.1 Transmission électronique	10
8.2 Transmission sous support papier.....	10
9. - Examen des candidatures et des offres	11
9.1 Sélection des candidatures	11
9.2 Sélection des offres.....	11
9.3 Suite à donner à la consultation	12
10. Renseignements complémentaires.....	12
11. Procédures de recours	12
12. Notification des résultats.....	13

1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet de déléguer la gestion d'une fourrière de véhicules terrestres sur la totalité du territoire de la Commune de Bouillargues.

2. Etendue des prestations à réaliser

2.1 Missions du délégataire

Le Délégataire a pour mission l'exploitation et la gestion de la fourrière véhicules sur la commune de Bouillargues dans les conditions définies au contrat de concession de service public et au cahier des charges.

Ce service comprend l'enlèvement, le remorquage, le gardiennage, la gestion administrative, la restitution à leurs propriétaires, la remise pour aliénation au service des domaines des véhicules mis en fourrière.

La consistance précise de l'étendue des prestations à réaliser est décrite dans le cahier des charges.

2.2 Principales caractéristiques du service

Le Délégataire exploitera le service à ses risques et périls et avec ses propres moyens. Aucun local ni lieu de dépôt ne sera mis à la disposition par la commune de Bouillargues.

Il devra disposer du personnel qualifié (un gardien de fourrière disponible sur place 24 heures/ 24 7jours sur 7 toute l'année) et du matériel d'enlèvement suffisant pour effectuer le transfert des véhicules à la fourrière (véhicule plateau...).

Il percevra directement auprès des contrevenants, les tarifs prévus à la convention, afin de rémunérer son activité.

Il fera son affaire du recouvrement des sommes impayées auprès des contrevenants. Toutefois, dans l'hypothèse où le contrevenant s'avérerait inconnu, introuvable ou insolvable, le délégataire percevra une indemnisation forfaitaire dans les conditions fixées par la convention de délégation.

La commune de Bouillargues conservera le contrôle du service et obtiendra tous renseignements nécessaires au fonctionnement du service délégué.

Le délégataire devra être titulaire de l'agrément préfectoral conformément à l'article R325-24 du Code de la route

La restitution des véhicules aux propriétaires sera assurée 7 jours sur 7.

La durée du contrat de concession de service public est fixée à 3 ans fermes à compter du 1er juillet 2025.

Les quantités annuelles estimées, objet de la présente concession de service sont d'environ 20 véhicules/an.

La valeur prévisionnelle globale de la concession est évaluée à **12 000 € HT** pour 3 ans.

La valeur estimée du contrat est inférieure au seuil européen.

3. Déroulement de la procédure

3.1 Procédure de passation

Par délibération n°2025-10 du 25 février 2025, le Conseil Municipal s'est prononcé en faveur du principe de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la fourrière de véhicules, en application des dispositions du Code de la Commande Publique et des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

La procédure se fera dans le respect des règles applicables aux contrats de concession soumis aux dispositions de la troisième partie du Code de la Commande Publique et plus précisément à celles prévues pour les contrats de concession mentionnés à l'article R. 3126-1 du code précité.

En effet à l'issue de la consultation, sera conclu un contrat de concession dont la valeur estimée est inférieure au seuil européen publié au Journal Officiel de la République Française.

La procédure de publicité et de mise en concurrence est soumise aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du CGCT.

L'article L1121-1 du Code de la Commande Publique prévoit que : « *Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.*

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.»

La conclusion d'un contrat de concession implique la mise en œuvre préalable d'une procédure de publicité et de mise en concurrence régie par les articles L3121-1 et L3122-1 du Code de la Commande Publique.

Les candidats désirant remettre une candidature pour la gestion du service public devront le faire dans les conditions énoncées dans le présent règlement.

En application de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission de Délégation de Service Public établira la liste des candidats admis à présenter une offre, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Après analyse des offres et avis émis par ladite Commission, l'autorité habilitée à signer la convention se laisse la possibilité d'engager des négociations avec tout ou partie des soumissionnaires.

La négociation pourra porter, au choix, sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ces éléments (prix, qualité, moyens ...). La négociation pourra se tenir avec une présence physique des soumissionnaires ou par téléphone. En tout état de cause, les nouvelles conditions négociées devront parvenir par courriel en mairie dans les 48 heures suivant le jour de la négociation (jour unique pour tous les candidats).

L'analyse des offres finales sera effectuée au regard des critères de jugement des offres prévus à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.

Le projet de contrat sera finalisé avec l'attributaire pressenti.

L'autorité habilitée saisira ensuite le Conseil Municipal du choix auquel elle aura procédé conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT. Elle lui transmettra le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix et l'économie générale du contrat.

Le Conseil Municipal se prononcera sur le choix du concessionnaire et le projet de convention de délégation.

3.2 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

3.4 Dispositions relatives aux groupements

La concession pourra être attribuée à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques.

Si le contrat est attribué à un groupement conjoint, conformément aux articles R3123-9 et R3123-10 du Code de la Commande Publique, il sera tenu, après attribution de la concession, de revêtir la forme d'un groupement dont le mandataire est solidaire de chacun de ses cotraitants, et ce afin de garantir à l'autorité délégante une coordination optimale des prestations et de disposer d'un interlocuteur unique pendant l'exécution de la concession.

Il est possible de présenter pour la concession plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

4. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- L’avis de concession.
- Le présent règlement de la consultation.
- Le cahier des charges définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations de la concession.
- Le projet de convention.
- Le formulaire de candidature
- Le modèle de charte de laïcité dans les services publics

5. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l’adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer,. . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l’entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l’organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d’une procédure (ajout d’une pièce au DCE, envoi d’une liste de réponses aux questions reçues,. . .).

Le candidat est informé que seul l’exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

6. Présentation des plis

Il est exigé que tous les documents fournis par les candidats au cours de la consultation soient rédigés en langue française ou le cas échéant faire l’objet d’une traduction en français certifiée.

Les documents rédigés dans une autre langue ou ne faisant pas l’objet d’une traduction certifiée ne seront pas pris en considération.

De même, tous les échanges, écrits ou oraux, entre la Collectivité et les candidats se dérouleront en langue française.

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique et uniquement à l’adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Voir article « Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres » ci- après.

6.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Les candidats auront à produire les pièces définies ci-dessous :

Pièce	Description	Élément suggéré /attendu
1 - Lettre de candidature	<p>- lettre de candidature datée signée permettant d'identifier le candidat (dénomination, adresse, forme juridique) avec pouvoir personne physique habilitée.</p> <p>En cas de groupement, indiquer composition, forme et nom du mandataire et faire signer par l'ensemble des membres ou accompagner de l'autorisation donnée au mandataire par cotraitants de signer au nom du groupement</p>	<p><input type="checkbox"/> Formulaire de candidature joint au DCE ou équivalent</p> <p><input type="checkbox"/> Pouvoir pour engager la structure ou le groupement</p>
2 - Situation juridique	<p>- attestation sur l'honneur accompagnée de <u>tous justificatifs</u> prouvant que le candidat ou les membres du groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.</p>	<p><input type="checkbox"/> Formulaire de candidature ou équivalent</p> <p>Si redressement judiciaire :</p> <p><input type="checkbox"/> copie du jugement</p> <p><input type="checkbox"/> Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales datant de moins de 6 mois (Attestation de versement de cotisations URSSAF)</p> <p><input type="checkbox"/> Attestations de régularité fiscal</p> <p><input type="checkbox"/> Certificat AGEFIPH attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (L5212-1 à L5212-5 Code du travail)</p> <p><input type="checkbox"/> Liste nominative des travailleurs étrangers (ou attestation de non emploi de travailleurs étrangers).</p>

Pièce	Description	Élément suggéré /attendu
3 - Inscription	- justificatif de moins de 3 mois de l'inscription du candidat au RCS (extrait KBis ou équivalent) ou autre registre professionnel ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'1 an	<input type="checkbox"/> Extrait Kbis /SIRET Et/ou <input type="checkbox"/> Certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce, ou le cas échéant, le motif de non-indication d'un numéro d'enregistrement <input type="checkbox"/> Récépissé de déclaration en Préfecture
4 - Capacité économique et financière	- Une description détaillée du candidat (par membre en cas de groupement) : capital social, actionnaires, activités principales et accessoires, Chiffres d'affaires des trois derniers exercices, Chiffres d'affaires des trois derniers exercices dédiés à l'objet du contrat, moyens en personnel, moyens matériels, organisation interne	<input type="checkbox"/> DC2 <input type="checkbox"/> Statuts <input type="checkbox"/> Bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices <input type="checkbox"/> Déclaration d'effectifs et importance du personnel d'encadrement (formulaire candidature) <input type="checkbox"/> Attestation d'assurance couvrant la responsabilité professionnelle de l'entreprise pour l'année en cours de validité <input type="checkbox"/> Présentation libre
5 - Capacité technique et professionnelle	Toute information permettant d'apprécier les capacités techniques et professionnelles ainsi que toute autre information que le candidat jugera utile.	<input type="checkbox"/> Références du candidat en matière de gestion de fourrière automobiles et/ou <input type="checkbox"/> Qualifications <input type="checkbox"/> Agrément préfectoral relatif à l'activité enlèvement de véhicules pour mise en fourrière (R325-24 du code de la route)

Les opérateurs économiques intéressés peuvent répondre soit en qualité de candidat individuel soit sous forme de groupement. Dans ce cas, les membres du groupement devront donc désigner un mandataire qui sera habilité à signer pour le compte du groupement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la production de l'ensemble des justificatifs susvisés est exigée, en cas de groupements, pour chacun des membres du groupement.

Le candidat ou le groupement peut aussi apporter :

- **Tous les autres justificatifs et documents** qu'il jugera utile de présenter pour permettre à la Collectivité d'apprécier son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.
- **Pour les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées** : tout élément permettant d'évaluer leurs capacités économiques et financières et notamment les garanties financières apportées par ses actionnaires.

Conformément à l'article R3123-20 du Code de la Commande Publique, l'autorité concédante qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié. Elle informe alors les autres candidats de la mise en œuvre de la présente disposition.

6.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Le projet de convention,
- Un mémoire technique présentant les moyens, méthodes d'exécution des prestations :
 - description détaillée des moyens matériels (locaux, véhicules) et humains (détail des qualifications) qui seront affectés au service, et de la mise en œuvre dans leur mission du respect de l'environnement notamment dans le cas d'épanchement d'huile, liquide insalubre (huile, liquide frein, liquide de refroidissement etc...)
 - projet de règlement intérieur du service
 - budget prévisionnel du service précisant les tarifs qui seront appliqués à chaque opération – Compte d'exploitation

L'offre sera rédigée en langue française et libellée en euro(s) €.

7. Jugement des candidatures et des offres

7.1 Critères d'appréciation des candidatures

La Commission de délégation de service public dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles, techniques et financières, de leur respect de l'obligation des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 et suivants du Code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

7.2 Critères d'appréciation des offres

Les critères retenus pour l'appréciation des offres sont :

1. La Valeur technique (50%)

Qualité des conditions de mise en œuvre de la gestion de la fourrière au regard de la mission de service public : (moyens en personnel, moyens en matériel d'enlèvement, descriptif des installations de fourrière automobile, références et qualifications

professionnelles, délai d'intervention et horaires de restitution, actions mises en œuvre en faveur du développement durable...)

2. Le prix (50%)

Coût de l'indemnité forfaitaire versée par la commune.

8. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

8.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

8.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Une copie de sauvegarde peut être déposée au service des marchés publics de la mairie dans le délai imparti sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB).

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAAdES , CAdES ou PAdES).

9. - Examen des candidatures et des offres

9.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

9.2 Sélection des offres

La concession sera attribuée au soumissionnaire ayant proposé la meilleure offre au regard des critères pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	50 points
<i>1.1-Moyens en personnel</i>	10%
<i>1.2-Moyens en matériel d'enlèvement</i>	10%
<i>1.3-Descriptif des installations de fourrière automobile</i>	5%
<i>1.4-Références et qualifications professionnelles</i>	10%
<i>1.4-Délai d'intervention et horaires de restitution</i>	10%
<i>1-5 Actions mises en œuvre en faveur du développement durable</i>	5%
2-Prix des prestations	50 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec un ou plusieurs candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La phase de négociation pourra avoir lieu en simultané de la phase de précisions.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

10. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

11. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nîmes
16, avenue Feuchères CS88010
30941 NIMES CEDEX 09

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

1. Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
2. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
3. Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité

appropriées.

12. Notification des résultats

Tous les candidats seront informés du résultat de la procédure par courrier adressé par voie électronique sur la plate-forme www.marches-securises.fr.

La notification de ce courrier interviendra sur la messagerie électronique indiquée sur le profil ayant servi à s'identifier sur la plate-forme de dématérialisation. C'est pourquoi les candidats sont invités à s'identifier sur la plate-forme à l'aide d'une adresse courriel valide et certaine. Parallèlement à cette notification, un avis d'attribution sera publié sur www.marches-securises.fr et sur les mêmes supports que la publicité initiale.